



F533003-Direction des déplacements et des aménagements urbains-Travaux et coordination des réseaux

DECISION DU MAIRE N° d.2025.135

Occupation du domaine public de la ville de Versailles par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité. Fixation de la redevance 2025 due à la Ville par ENEDIS Ile-de-France.

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 alinéa 2° et 5°, R.2333-105 et suivants ;

Vu le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et modifiant le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° D.2020.05.18 du Conseil municipal de Versailles du 27 mai 2020 accordant au Maire les délégations prévues à l'article L.2122-22 précité ;

Vu l'arrêté municipal n° A2023.234 du 3 février 2023 donnant délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles ;

Vu le budget de l'exercice en cours et l'affectation des recettes correspondantes sur les imputations suivantes : chapitre 938 « aménagement et services urbains-environnement », article 93845 « voirie communale et routes », nature 70323 « redevance d'occupation du domaine public communal », service F5370 « Travaux Coordination réseaux ».

La redevance d'occupation du domaine public, due par le distributeur ENEDIS pour les ouvrages de transport et de distribution d'électricité relevant de sa compétence, fait l'objet d'un recouvrement annuel de la part du gestionnaire de voirie.

Pour la ville de Versailles, le recouvrement se fait par le Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF).

Aussi, le montant de cette redevance, calculé à partir du seuil de la population issue du dernier recensement en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année (l'actualisation du seuil de la population sera portée chaque année sur l'état des sommes dues), s'établit pour l'année 2025 à 65 387 €.

Il est par ailleurs fixé au taux maximum retenu par la Ville et prévu au décret susvisé en y appliquant, pour l'année 2025, le taux de revalorisation de 0,98 % par rapport à 2024 (selon l'indice ingénierie connu et publié au bulletin officiel du ministère de la Transition écologique et solidaire).

DECIDE :

- 1) d'approuver le montant de 65 387 € de la redevance d'occupation du domaine public de la ville de Versailles due par le distributeur ENEDIS à la Ville pour les ouvrages de transport et de distribution d'électricité relevant de sa compétence, prenant effet pour l'année 2025 ;
- 2) de signer tous les documents s'y rapportant.

Cet acte est affiché le jour du retour du contrôle de légalité et est susceptible d'être déféré devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de cette date.